

COLOMBIE - Quel bilan tirer de sept années de présidence Uribe ?

Mauricio García Durán, S.J.

mardi 1er septembre 2009, mis en ligne par [Dial](#)

DIAL publie ce mois-ci un dossier consacré à la Colombie composé de trois articles issus du numéro d'août de la revue [Cien Días vistos por CINEP](#) [1] publiée par le Centre de recherche et d'éducation populaire de Colombie (CINEP). Ces textes proposent un bilan provisoire des sept premières années de la présidence d'Álvaro Uribe Vélez (2002-2009). Ce premier article, rédigé par le directeur du CINEP, Mauricio García Durán, constitue l'introduction du numéro 67 de la revue.

Sept années de présidence d'Álvaro Uribe Vélez se sont écoulées et nous abordons la dernière ligne droite de son deuxième mandat. Nous avons déjà entamé le processus préélectoral qui aboutira, en mai 2010, à l'élection d'un nouveau président pour les Colombiennes et les Colombiens, avec la possibilité d'une nouvelle réélection du président Uribe. Dans une telle conjoncture politique, il est nécessaire d'examiner plus en profondeur la gestion du gouvernement actuel, ses résultats et ses faiblesses, avant de pouvoir juger de l'opportunité d'une nouvelle période de « sécurité démocratique » [2] ou, à l'inverse, de la nécessité pour le pays d'emprunter une nouvelle voie.

Le président Uribe et le cercle de ses proches ne cessent d'insister sur les grandes réussites de son administration après deux mandats consécutifs. Pourtant, jour après jour, les voix discordantes sont de plus en plus nombreuses à s'élever pour dénoncer divers aspects de la gestion gouvernementale, y compris dans les milieux sociaux et parmi les personnalités ayant voté pour le président Uribe, ceux-là même qui ont soutenu la gestion du gouvernement pendant tout le premier mandat et une partie du deuxième. Cette dissonance est légitime. En effet, si, pour examiner ces sept années de gouvernement, l'on tente de définir dans quelle mesure il a contribué à consolider l'État social et l'État de droit ou la démocratie colombienne, c'est-à-dire à quel point le pays est devenu plus juste, plus participatif et plus inclusif, il convient d'admettre que le bilan ne résiste pas à une analyse honnête, rigoureuse et approfondie de la situation du pays. Ce nouveau numéro de *Cien Días* s'intéresse à certaines dynamiques de la conjoncture politique actuelle qui mettent en évidence les problèmes que rencontre l'administration Uribe. De fait, examinés à la loupe, les trois piliers de sa gestion (sécurité démocratique, confiance des investisseurs et cohésion sociale) n'apparaissent pas si solides que cela ; au contraire ils présentent d'importantes lacunes et posent de nombreux problèmes.

D'abord, la politique de sécurité démocratique ne semble pas avoir répondu, structurellement, au grand défi auquel le pays était confronté en la matière. On perçoit, plutôt, un épuisement de la politique. Malgré les efforts déployés et les investissements consentis, le conflit armé et le narcotrafic persistent : la guérilla, touchée, s'est repliée mais n'a pas disparu ; le phénomène paramilitaire, malgré la démobilisation, persiste et se renforce ; les violations des droits humains par la force publique, et notamment les « faux positifs » [3], subsistent ; enfin, l'étendue des cultures de coca et de pavot ne diminue pas, en dépit des grandes campagnes d'éradication. Par ailleurs, les lacunes de la politique du gouvernement sont de plus en plus manifestes : aucune stratégie n'a été mise en œuvre pour faire face aux problèmes structurels sous-jacents au conflit, comme la distribution des terres, que les mesures du

gouvernement actuel n'ont fait qu'aggraver ; les stratégies de sécurité urbaine sont inexistantes, comme en témoigne la hausse récente de l'insécurité dans les villes et les « mécanismes » censés y faire face : menaces, pamphlets et « nettoyage social » [4] » ; les mesures instaurées par la loi Justice et paix s'avèrent extrêmement limitées pour rendre justice et obtenir réparation pour les victimes, notamment parmi les Indiens ; il n'existe aucune stratégie réelle qui permette d'envisager la conclusion d'accords humanitaires en vue d'une résolution négociée du conflit armé.

Ensuite, concernant la confiance des investisseurs, il apparaît clairement que la politique du gouvernement favorise - sans aucune considération pour la question sociale ni celle du bien-être collectif - les intérêts des grands industriels. Il en va de même pour les investisseurs étrangers qui bénéficient d'avantages fiscaux. Ces mesures se sont soldées par un important déficit fiscal et par l'absence de ressources, y compris pour financer la politique de sécurité démocratique. Le revers de la médaille, ce sont les problèmes sociaux générés par cette politique et leur corollaire : l'augmentation continue des mobilisations sociales. L'un des principaux problèmes est, à n'en pas douter, la hausse du taux de chômage et du travail informel, autre fléau qui grève la qualité de vie de millions de Colombiens et qui ne fait l'objet d'aucune politique gouvernementale claire et ciblée, comparable à celle mise en place pour le secteur industriel.

Enfin, le gouvernement actuel conçoit la cohésion sociale comme une unité autour de l'image du président Uribe, mesurée à l'aune des résultats de sondages, résultats qui ne traduisent pas toujours les conditions de vie réelles des quatre millions de déplacés ni la contestation sociale grandissante. Tout ce qui flaire l'opposition ou s'apparente à un point de vue divergent de celui du président doit être circonscrit, comme on a pu le voir avec les opérations illégales du DAS [5] ou les démentis cinglants lancés çà et là par de hauts fonctionnaires du gouvernement, voire par le président lui-même. En outre, on fait progresser cette « cohésion sociale » en essayant de coopter les autres instances étatiques en faveur du projet de réélection. Les manœuvres de l'exécutif sont allées en grande partie dans ce sens, avec les nominations au Conseil constitutionnel et les trois personnes proposées par le président au poste de nouveau procureur de la République, autant de candidats qui pourront difficilement faire montre d'autonomie à l'égard du pouvoir exécutif.

[...] Avant de déposer notre bulletin de vote dans l'urne, nous avons tous le devoir de prendre la mesure de l'enjeu réel des prochaines élections.

- **Dial - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 3069.**

- Traduction de Jérémie Kaiser pour Dial.

- Source (espagnol) : revue *Cien Días vistos por CINEP*, n° 67, août 2009.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, le traducteur, la source française (Dial - <http://enligne.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] *Cent jours vus par le CINEP*.

[2] Pour en savoir plus sur la politique de « sécurité démocratique » d'Álvaro Uribe, cf. DIAL 2641 - « [COLOMBIE - La "sécurité démocratique" en débat](#) » - NDT.

[3] Le scandale des « faux positifs » a éclaté fin 2008, avec la démission du chef de l'armée Mario Montoya et de plusieurs hauts gradés. Pour gonfler les statistiques de la lutte contre « le terrorisme », des militaires se sont livrés à des exécutions extrajudiciaires, des exactions qui étaient imputées à la guérilla dans le cadre d'une « politique du chiffre » : la directive secrète n° 029 de 2005 promulguée

par le ministre de la Défense Camilo Ospina Bernal prévoyait l'octroi d'une récompense pour tout renseignement ou résultat permettant de porter des coups décisifs à la guérilla et aux narcotrafiquants - NDT.

[4] « Le "nettoyage social" [...] vise les enfants des rues, les homosexuels, les prostituées et les petits délinquants ». Pour les autorités colombiennes, il serait « le fait des organisations de légitime défense illégales contre lesquelles le gouvernement mène une lutte acharnée » ([Communiqué de presse du Comité des droits de l'homme des Nations Unies, 15/03/2004](#)) - NDT.

[5] Departamento administrativo de seguridad - Département administratif de sécurité -, qui a procédé à des écoutes téléphoniques illégales - NDT.